

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires
Service aménagement du territoire et risques
Pôle risques

Affaire suivie par : Magali Espinasse
Tél. : 04 81 66 81 25

courriel : magali.espinasse@drome.gouv.fr

ARRÊTÉ n° 26 – 2017 – 12 – 12 - 006

**portant prescription du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles
d'inondation (PPRi) sur la commune d'Epinouze**

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en ses articles L562-1 à L562-9 et R562-1 à R562-11,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables,

VU la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables,

VU la circulaire du 30 avril 2002 relative à la politique de l'État en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines,

VU la circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et de l'adaptation des constructions en zone inondable,

VU la décision n° F-084-17-P-0104 du 03 octobre 2017 de l'autorité environnementale de ne pas soumettre à évaluation environnementale l'élaboration du plan de prévention des risques d'Epinouze, annexée au présent arrêté,

CONSIDÉRANT les informations nouvelles apportées par l'étude hydraulique « d'inondabilité et des espaces de liberté dans la plaine de la Valloire et de la vallée du Bancel » (SOGREAH 2012-2016) sur le risque d'inondation par débordements des cours d'eau et rupture de digues sur la commune d'Epinouze,

CONSIDERANT la nécessité de déterminer les zones exposées au risque d'inondation, de délimiter les zones sur lesquelles l'occupation et l'utilisation des sols doivent être contrôlées en raison de leur exposition au risque et d'indiquer les mesures préventives à mettre en œuvre,

CONSIDERANT la nécessité de préserver le caractère naturel des champs d'écoulement et d'expansion des crues ;

CONSIDERANT la nécessité d'informer la population sur les risques auxquels elle est exposée,

CONSIDERANT la phase préparatoire à la procédure PPR qui a conduit à :

- l'association de la commune à l'élaboration de l'étude d'inondabilité et des espaces de liberté dans la plaine de la Valloire et de la vallée du Bancel,
- la transmission des porter à connaissance (PAC) « risques » basés sur les résultats de l'étude SOGREAH, à la commune en 2013, 2015 et 2016 dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU),
- l'approbation par le conseil communautaire du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) labellisé le 15 décembre 2016,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme:

ARRETE

Article 1^{er}

Est prescrite l'élaboration du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles d'inondation (PPRi) sur tout le territoire de la commune d'Epinouze.

Article 2

La Direction Départementale des Territoires de la Drôme est désignée service instructeur du projet.

Article 3

Association de la commune en continuité des actions déjà engagées sur l'élaboration du PLU de la commune

La DDT animera les réunions de présentation et d'échange à organiser pour chacune des phases techniques de l'élaboration du PPRi. Ces différentes phases sont relatives à l'élaboration :

- de la carte d'aléas,
- de la carte d'enjeux,
- du plan de zonage réglementaire,
- du règlement.

Tout au long du déroulement de l'étude, le service instructeur, s'attachera à prendre en compte les dynamiques territoriales en jeu, dans le respect des grands principes de la politique de prévention des risques d'inondation. De son côté, la collectivité communiquera le plus en amont possible et de la manière la plus complète possible ses projets et stratégies de développement.

Entre chaque phase, la commune disposera du temps nécessaire à l'examen des pièces du dossier par ses représentants. Elle adressera par écrit ses remarques au service instructeur. L'examen de ces remarques donnera lieu à d'éventuelles évolutions cartographiques et réglementaires assorties d'autant de rencontres que nécessaire au partage d'une politique locale de prévention du risque inondation, adaptée au contexte local.

Concertation avec le public

La DDT proposera, à la demande de la mairie, des articles expliquant la démarche PPRi, qui pourront être insérés dans les publications municipales.

Un dossier d'avancement de la procédure sera également consultable sur le site internet de l'Etat dans la Drôme à l'adresse suivante : www.drome.gouv.fr.

Le site sera régulièrement mis à jour à mesure de l'avancée des phases décrites ci-dessus.

Le public pourra interroger le service instructeur pendant toute la phase d'élaboration, soit par courrier, soit par courriel à partir du site internet de la DDT.

Pendant la phase d'élaboration, la commune pourra, si elle le souhaite, mettre à disposition du public les documents fournis par le service instructeur.

Dès la présentation de la carte de zonage et de l'ébauche du règlement correspondant, un dossier d'étape sera fourni à la commune et sera mis à la disposition du public.

Par ailleurs, une réunion d'information publique, dont les modalités seront définies en association avec les représentants de la commune, sera programmée et animée par le service instructeur.

En cas de besoin cette réunion pourra être renouvelée.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, sur le site Internet des services de l'État en Drôme (www.drome.gouv.fr) et mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Il sera également affiché pendant un mois :

- à la mairie d'Epinouze,
- au siège de la communauté de communes Porte de DromArdèche,
- au siège du syndicat mixte du SCOT Rives du Rhône.

Cette mesure de publicité sera justifiée par un certificat d'affichage.

Article 5

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la dernière date de publication.

Article 6

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Auvergne-Rhône-Alpes ,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Président du syndicat mixte du SCOT Rives du Rhône,
- Monsieur le Président de la communauté de communes Porte de DromArdèche,

- Monsieur le Maire de la commune d'Epinozue,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme,
- Monsieur le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,

Article 7

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Président du syndicat mixte du SCOT Rives du Rhône, Monsieur le Président de la communauté de communes Porte de DromArdèche, Monsieur le Maire de la commune d'Epinozue, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence le, **12 DEC. 2017**

Le préfet



Eric SPITZ



Autorité environnementale
conseil général de l'Environnement et du Développement durable
www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) d'Epinouze (26)

n° : F-084-17-P-0104

Décision du 3 octobre 2017
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

Le président de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F -084-17-P-0104 (y compris ses annexes) relative à l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation d'Epinouze, reçue de la direction départementale des territoires de la Drôme le 9 août 2017 ;

Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) à élaborer :

- qui concerne la commune d'Epinouze, située dans le nord de la Drôme, et s'inscrit dans l'ensemble du programme de PPRI de la Valloire,
- qui édicte des interdictions et des limitations à l'occupation des sols dans les zones soumises à un aléa d'inondation selon son niveau,
- qui pourra prescrire des travaux de protection des bâtiments existants tels que la pose de batardeaux et des protections internes aux habitations, mais ne prévoit pas à ce stade de prescrire de travaux de prévention des crues (tout en notant l'objectif du projet de SAGE, qui indique « *L'amélioration des connaissances sur l'aléa inondation, la définition des systèmes d'endiguement par les collectivités et la poursuite des aménagements hydrauliques devraient permettre une meilleure gestion du risque inondation sur le territoire.* ») ;

Considérant les caractéristiques des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, en particulier :

- en présence d'environ 189 habitants résidant dans la zone inondable en crue centennale (soit 12 % de la population de la commune), d'une station d'épuration exposée aux crues et d'entreprises situées dans la zone inondable totalisant 204 emplois,
- l'Oron figure parmi les cours d'eau d'intérêt écologique du SRCE, mais il n'est pas prévu que le PPRI ait un impact sur le lit mineur des cours d'eau,
- l'absence de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ou de site Natura 2000 sur le territoire de la commune ou à proximité,
- étant noté que le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune, arrêté en mars 2017, a anticipé le PPRI dans son zonage et dans son règlement, l'élaboration du PPRI ne devrait donc pas influencer sur le développement urbain ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation d'Epinouze, présentée par la direction départementale des territoires de la Drôme, n° F-084-17-P-0104, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 3 octobre 2017,

Le président de l'autorité environnementale
du conseil général de l'environnement
et du développement durable.



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautill
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX